

JEUNESSE, SPORTS ET LOISIRS

Equivalence des titres et diplômes prévus pour la classification des maîtres auxiliaires d'éducation physique et sportive.

Le secrétaire d'Etat auprès du Premier ministre, chargé de la jeunesse, des sports et des loisirs,

Vu le décret n° 62-379 du 3 avril 1962 fixant les dispositions applicables aux maîtres auxiliaires des écoles normales primaires, des lycées classiques, modernes et techniques et des collèges d'enseignement technique et aux maîtres d'éducation physique relevant du haut-commissariat à la jeunesse et aux sports;

Vu l'arrêté du 1^{er} août 1962, modifié par les arrêtés des 26 décembre 1963, 10 mars 1964, 16 juin 1964, 9 avril 1965, 28 février 1966, 16 septembre 1966 et 1^{er} mars 1967, relatif à l'équivalence des titres et diplômes prévus pour la classification des maîtres auxiliaires d'éducation physique et sportive;

Vu le décret n° 68-673 du 25 juillet 1968 portant transfert au Premier ministre d'attributions relatives à la jeunesse et aux sports;

Vu le décret n° 68-674 du 25 juillet 1968 relatif aux attributions du secrétaire d'Etat auprès du Premier ministre, chargé de la jeunesse et des sports;

Vu l'arrêté du 3 juillet 1969 portant délégation de signature;

Vu le procès-verbal de la séance du 31 mars 1971 de la commission nationale des équivalences,

Arrête :

Art. 1^{er}. — L'article 1^{er} de l'arrêté susvisé du 1^{er} août 1962 est complété ainsi qu'il suit :

Catégorie II.

Diplôme d'éducateur délivré par la fédération française d'éducation physique;

Diplôme de moniteur d'éducation physique et sportive de la sûreté nationale;

Brevet d'Etat d'entraîneur de gymnastique sportive;

Brevet d'Etat d'entraîneur de natation sportive;

Brevet d'Etat de professeur d'équitation;

Brevet d'Etat d'instructeur d'équitation;

Brevet d'Etat de maître d'escrime;

Brevet d'Etat de professeur de tennis;

Brevet d'Etat de professeur de golf;

Brevet d'Etat d'entraîneur de football;

Brevet d'Etat d'entraîneur instructeur de football;

Brevet d'Etat de professeur de patinage sur glace;

Brevet d'Etat de moniteur de plongée subaquatique;

Brevet d'Etat de professeur de boxe.

Catégorie III.

Diplôme de moniteur d'éducation physique de la préfecture de police;

Brevet d'Etat d'aptitude à l'enseignement de la gymnastique féminine;

Certificat d'aptitude à l'enseignement alpin;

Brevet d'Etat de moniteur de voile;

Brevet d'Etat de moniteur de tennis;

Brevet d'Etat d'assistant-professeur de golf;

Brevet d'Etat de moniteur de football;

Brevet d'Etat de moniteur de patinage sur glace;

Brevet d'Etat de prévôt d'escrime;

Brevet d'Etat de moniteur d'équitation;

Brevet d'Etat de moniteur de ski nautique;

Brevet d'Etat de prévôt de boxe.

Catégorie IV.

Brevet d'Etat d'initiateur de football;

Brevet d'Etat d'assistant-moniteur de ski-nautique.

Art. 2. — Les recteurs d'académie sont chargés de l'exécution du présent arrêté, qui sera publié au Journal officiel de la République française.

Fait à Paris, le 8 juin 1971.

Pour le secrétaire d'Etat et par délégation :
Le directeur de l'éducation physique et des sports,
MARCEAU CRESPIN.

FONCTION PUBLIQUE

Budget de l'école nationale d'administration.

Par arrêté interministériel du 19 juin 1971, les prévisions de recettes et de dépenses du budget de l'école nationale d'administration pour 1971 sont majorées d'une somme de 646,077 F.

MINISTERE D'ETAT
CHARGE DE LA DEFENSE NATIONALE

Comité consultatif de règlement amiable des marchés.

Par arrêté du 21 juin 1971, M. Poyet, conseiller référendaire à la Cour des comptes, est nommé rapporteur auprès du comité consultatif de règlement amiable des marchés, en remplacement de M. Wolff, conseiller référendaire.

Par arrêté du 21 juin 1971, M. Pomey, maître des requêtes au Conseil d'Etat, est nommé rapporteur auprès du comité consultatif de règlement amiable des marchés, en remplacement de M. Videau, maître des requêtes.

Administration centrale.

Par arrêté du Premier ministre, du ministre de l'équipement et du logement, du ministre d'Etat chargé de la défense nationale et du ministre de l'économie et des finances en date du 18 mai 1971, M. Barthet (Michel), attaché d'administration centrale de 2^e classe à l'administration centrale du ministre d'Etat chargé de la défense nationale, en position sous les drapeaux, est réintégré, pour ordre, dans son corps d'origine, à compter du 1^{er} novembre 1970.

Placé en position de service détaché, du 1^{er} novembre au 31 décembre 1970 inclus, auprès du ministère de l'équipement et du logement en qualité d'attaché administratif de 2^e classe, 2^e échelon, des services extérieurs, M. Barthet est réintégré dans son corps d'origine à compter du 1^{er} janvier 1971.

Par arrêté du Premier ministre, du ministre de la santé publique et de la sécurité sociale, du ministre d'Etat chargé de la défense nationale et du ministre de l'économie et des finances en date du 18 mai 1971, M. Berger (Aimé), attaché d'administration de 1^{re} classe à l'administration centrale du ministre d'Etat chargé de la défense nationale, est placé en position de service détaché, pour une période de cinq ans à compter du 1^{er} octobre 1970, auprès de l'hôpital de Gray (Haute-Saône), pour occuper l'emploi d'attaché de direction de 3^e classe chargé des services économiques.

Par arrêté du Premier ministre et du ministre d'Etat chargé de la défense nationale en date du 24 juin 1971, Mlle Gabory (Anne), attaché d'administration centrale stagiaire, est titularisée en qualité d'attaché d'administration centrale de 2^e classe, 1^{er} échelon, à compter du 1^{er} mai 1971 (ancienneté conservée : 1 an).

A compter de la même date, l'intéressée est élevée au 2^e échelon de son grade.

Par arrêté du Premier ministre et du ministre d'Etat chargé de la défense nationale en date du 24 juin 1971, Mlle Deruelle (Simone), attaché d'administration de 1^{re} classe, 4^e échelon, à l'administration centrale du ministre d'Etat chargé de la défense nationale, est admise, par limite d'âge, à faire valoir ses droits à la retraite pour compter du 22 août 1971.

Mlle Deruelle sera rayée des contrôles pour compter de la même date.

Régisseur d'avances.

Par arrêté du 17 juin 1971, M. Auffret (Jean), secrétaire administratif de classe normale des services extérieurs du ministère d'Etat chargé de la défense nationale, 1^{er} échelon, est nommé régisseur d'avances et de recettes auprès de la direction du commissariat de la marine à Dakar, en remplacement de M. Stéphany (Joseph), appelé à d'autres fonctions.

Cet arrêté prendra effet du 1^{er} juillet 1971.

Liste d'admissibilité au concours de l'école polytechnique en 1971.

QUATRIÈME SÉRIE

Les candidats des centres d'Alger, Besançon, Dijon, La Flèche, Lille, Nancy, Nantes, Poitiers, Rennes, Rouen, Saint-Etienne, Strasbourg, Tours, dont les noms suivent, sont déclarés admissibles ou sous-admissibles au concours d'admission à l'école polytechnique en 1971.

Sont déclarés sous-admissibles pour avoir obtenu aux cinq compositions écrites comptant pour la sous-admissibilité un total de points égal ou supérieur à 329 (majorations comprises) :

Bardier (Pierre), Barral (Henri), Barthelemy (Bernard), Bascoulguez (Claude), Bellouard (Patrick), Bergeret (Jean-Pierre), Bidaut (Jean-Maurice), Bizon (Bernard), Boucly (Philippe), Briand (Michel),